



Intervention de Richard Ferrand

Président du Groupe socialiste et apparentés

Session du Conseil régional de Bretagne – 17 octobre 2013

Monsieur le Président, mes chers collègues,

Vous avez, M. le Président, exprimé avec force notre détermination pour faire face à la tempête qui secoue la Bretagne.

Plusieurs milliers de nos concitoyens ont été, sont ou vont être frappés par le chômage dans les entreprises que vous avez citées, essentiellement dans l'agroalimentaire mais pas seulement, puisque les secteurs de l'automobile et des télécommunications ne sont pas épargnés.

Et la Droite ne perd pas de temps en imputant aux socialistes, où qu'ils soient, l'ensemble des maux. Si ce n'était pas grave, ce serait risible. Vous parliez hauteur de vues. Il ne faudra pas que certains restent au ras des paquerettes.

Mais soyons clairs entre nous. Où sont les racines du mal ?

Chez Doux, les stratégies industrielles erratiques et l'absence de stratégie sur des marchés en régression, je pense à la dinde, ont généré le désastre que l'on sait. Ainsi, les profits réalisés en Bretagne ont été investis, naguère notamment au Brésil, en pure perte.

Si j'évoque Marine Harvest, ce sera pour vous rappeler que ce groupe scandinave, qui promet à la bourse d'Oslo de gagner cette année 500 millions d'euros net, veut se débarrasser d'une usine pour aller fabriquer du saumon premier prix en Pologne avec des travailleurs premiers prix, c'est-à-dire exploités et mal payés.

La CECAB, et GAD, où que ce soit en Bretagne, se fracassent par l'incurie de ces dirigeants et l'absence totale de solidarité des filières.

Alors oui, pour me limiter à ces exemples, l'heure de rendre des comptes est venue, même si finalement, l'ensemble de ces responsables qui dénigrent régulièrement toute forme d'action publique pour vanter les mérites du seul libéralisme, se retournent aujourd'hui vers les pouvoirs publics pour leur faire porter le chapeau de leurs erreurs et de leur fautes.

Soyons concret : lorsque GAD à Lampaul décide d'un plan de licenciement limitant l'indemnisation des salariés à sa plus simple expression, c'est-à-dire aux strictes limites de la loi... Et bien c'est parce que les actionnaires de ce groupe, qui siègent au Conseil d'administration, ont choisi de ne pas doter le plan social de moyens supplémentaires.

Or, les grands groupements auraient les moyens de le faire mais ils préfèrent se dire quasiment solidaires de ceux qu'ils licencient pour que ce soit l'État et l'argent public qui se substituent à leurs défaillances. Pendant ce temps, ils embauchent à Josselin 160 travailleurs de l'Est avec l'aide d'un bureau allemand de recrutement. Et ils aiment la Bretagne ! C'est ajouter le déshonneur à l'incurie.

Cela est proprement scandaleux même si évidemment nous nous félicitons que dans ce contexte le gouvernement ait choisi de mobiliser tous les moyens possibles pour organiser partout le maintien maximal de revenus possible, pour organiser partout le reclassement individualisé avec l'aide de la Région pour la formation, pour concourir partout à la revitalisation et à la réindustrialisation des territoires meurtris.

M. Le Président, notre Groupe, tous ces membres, sont au coeur de toutes les énergies qui se mobilisent en solidarité avec les victimes de ces désastres industriels, pour redonner un avenir aux femmes et aux hommes, et aux territoires, qui souffrent et sont frappés de plein fouet.

Et nous ne pensons pas que nos ouvriers au SMIC étaient trop chers, contrairement à l'affirmation de la représentante départementale de l'UMP...

Agir, c'est tout le sens de votre propos comme de celui du gouvernement par la voix hier du Premier Ministre.

Alors oui, le pacte d'avenir pour la Bretagne, nous allons avant la fin de l'année le finaliser, le mettre en œuvre, avec de financements puissants.

La banque publique d'investissement, dont on a parfois raillé l'inutilité sur certains des bancs de cette assemblée, a d'ores et déjà accordé 3 300 financements à des entreprises bretonnes pour un montant de 450 millions d'euros. Le programme d'investissements d'avenir accompagnera les investissements innovants dans la filière agroalimentaire.

Dans ce contexte de crise aiguë, est programmée l'arrivée de la taxe Borloo issue du Grenelle de l'environnement, rebaptisé écotaxe.

Je veux rappeler ici le travail mené par le Conseil Régional de Bretagne, en lien avec les acteurs économiques et les parlementaires, pour aboutir à la prise en compte de notre périphéricité objective. Cela a alors permis d'obtenir une diminution de moitié du poids de cette taxe.

Cette taxe... dont je ne voudrais que personne n'oublie ni son origine, ni les aménagements obtenus déchaîne aujourd'hui bien des passions.

En vous disant cela, en vous rappelant ces vérités, j'ai parfaitement conscience que ces rappels à la vérité ne sont finalement que de peu d'importance au regard du combat symbolique qu'est devenu chez nous le rejet de cette disposition. Au fond les manifestations de rejets ont des motivations assez différentes.

Permettez moi tout d'abord de souligner que comme cette taxe n'est pas mise en application, il est à tout le moins malhonnête, dans un mélange d'informations inexacts même de désinformation, de lui imputer d'ors et déjà la paternité des accidents industriels que nous vivons.

Quoiqu'il en soit les salariés, qui ont peur pour leurs emplois ou pour leur avenir, se disent que cette taxe va affaiblir leurs entreprises tout en stigmatisant parfois simultanément le CICE... comme étant un cadeau injustifié fait à leurs propres entreprises alors qu'il s'agit de travailler pour la compétitivité.

La grande distribution, qui met à genou nombre de producteurs en refusant systématiquement de prendre en compte les évolutions de leurs prix de revient, n'hésite pas à brandir l'étendard de l'écotaxe en solidarité avec ceux la même auxquelles elle ne fait aucune concession... comme un écran de fumée, aussi impudique que manipulateur.

Les transporteurs, la FNTR, qui ont eux mêmes inspiré les modalités de mise en œuvre de l'écotaxe s'insurgent aujourd'hui contre son avènement.

D'autres enfin, se mêlent à des protestations sincères pour essayer de tirer quelques gains électoraux, dans la confusion générale.

Tout cela méritait je crois d'être clairement rappelé.

Il n'en reste pas moins, que la crispation générale autour de ce sujet, démontre l'échec ici en Bretagne, de la pédagogie, d'ailleurs insuffisamment faite, sur un dispositif qui visait à favoriser le transfert du transport de marchandises vers d'autres modes que la route, et qui visait précisément à financer des modes de transports différents.

Vous avez raison M. le Président, et nous y souscrivons collectivement, d'en appeler à un moratoire.

En français courant, cela signifie que lorsqu'une disposition est à ce point incomprise et à ce point rejetée ; quand cette disposition, au demeurant assez baroque dans sa conception, devient un symbole, un étendard de toute les formes d'expressions de mécontentement, il faut en tirer toute les conséquences.

Mes chers collègues, au delà de l'actualité immédiate, au delà des urgences auxquelles nous devons répondre, la priorité simultanée est bien la préparation de l'avenir. La Bretagne a toutes les raisons de croire dans sa capacité à rester la première région agricole et agroalimentaire de France et parmi l'une des plus importante d'Europe.

La nouvelle PAC, le pacte d'avenir que nous allons conclure, et la mobilisation collective, aboutiront à démontrer qu'une nouvelle fois, les bretonnes et les bretons sont capables de relever les défis et de résister aux tempêtes.

Le Gouvernement, le Conseil régional, et toutes les collectivités doivent s'unir avec les acteurs économiques pour surmonter les épreuves du moment. Leur simultanéité dans le temps et leur proximité dans l'espace, touchent bien sûr le moral, l'énergie de toute la Bretagne.

Mais nous savons en notre for intérieur que la résignation et la fatalité ne sont pas bretonnes.

Je vous remercie.